

Droits linguistiques au Manitoba

M. Epp: Ce genre d'initiative ne facilitera pas les choses, et l'intervention du député aujourd'hui n'aboutira pas à une solution.

Je voudrais vous faire part d'un événement qui m'a profondément troublé, monsieur le Président. J'attendais impatiemment de pouvoir faire les remarques suivantes à la Chambre: Ceux d'entre nous qui viennent de l'Ouest se sont toujours considérés, et se considéreront toujours, comme des Canadiens au même titre que ceux qui viennent des autres régions du pays. Le débat du Manitoba, comme on l'appelle maintenant, en a amené d'aucuns, et notamment les rédacteurs de certains journaux, à se demander si nous, les Manitobains, et peut-être même les Canadiens de l'Ouest en général, comprenons le Canada. Nos racines sont profondément ancrées dans le sol manitobain.

En tant que représentant d'une circonscription qui regroupe des Canadiens d'ascendance anglaise, un grand nombre de Canadiens d'ascendance française et beaucoup de Canadiens d'ascendances diverses, je dirai à la Chambre que nous sommes arrivés au Canada et en particulier au Manitoba avec notre culture respective, notre langue respective, nos espoirs et nos rêves. Tout cela compose la réalité de l'ouest du Canada.

Je signalerai qu'il a été nécessaire et pratique pour ceux d'entre nous dont la langue maternelle n'était ni le français ni l'anglais d'adopter l'anglais comme langue courante de communication. Voilà la réalité. Je ne puis ni ne veux la changer. C'est comme cela dans la région où je vis.

Je signalerai aussi que nous ne réglerons pas ce problème au Manitoba ni d'ailleurs dans le reste du pays d'une façon qui favorise l'unité nationale en recourant à ce genre de méthodes. La tolérance ne suffit pas. Il nous faut aussi de la compréhension.

Je dirai à mes amis d'en face que je veux les comprendre. Tout ce que nous, Canadiens de l'Ouest, demandons, c'est qu'ils comprennent aussi notre situation. Si nous nous comprenons les uns les autres, notre pays n'en sera que meilleur. Oublions le recours à des résolutions en matière de langue et de culture. N'essayons pas de faire valoir que pareilles résolutions seraient peut-être à l'avantage d'un groupe, car ce n'est pas ainsi que progressera notre pays. Le Canada est un pays magnifique. Notre réalité est faite de diversité, diversité qui peut nous amener à une meilleure compréhension et qui peut et doit servir d'exemple au reste du monde.

Je dirai à mes amis d'en face que la solution du problème manitobain se présentera d'elle-même tout comme est intervenu hier la solution des problèmes de l'Association canadienne des municipalités, qui tient présentement ses assises à Winnipeg; par la compréhension et le dialogue débouchant sur un accord. Suivons cette voie plutôt que celle qui a été choisie aujourd'hui.

Des voix: Bravo!

M. Bob Ogle (Saskatoon-Est): Monsieur le Président, je ne dispose que de quelques minutes pour parler aujourd'hui de cette question, mais je suis heureux qu'on m'en fournisse l'occasion.

● (1750)

J'appuie en général l'objet de ce projet de loi. Je me rends compte, comme son auteur, qu'il ne sera certes pas adopté aujourd'hui. Néanmoins, il donne aux députés une autre chance

d'aborder cette question. Je félicite le motionnaire ainsi que le député de Provencher (M. Epp) qui ont exposé leurs opinions. Comme les députés le savent, je parle d'un point de vue politique à propos d'un avenir politique. Je voudrais aussi expliquer ce que je pense de la situation au Canada, notamment au Manitoba.

Je crois que l'un des principaux facteurs en cause dans le débat a été la crainte de l'inconnu. Quand la crainte se manifeste, la vérité est déformée. J'ai grandi dans un milieu qui ressemblait au Manitoba, plus précisément en Saskatchewan. Quand j'étais enfant, je vivais pour ainsi dire dans un laboratoire de langues. Si je l'avais su et m'y étais intéressé, j'aurais pu apprendre sept langues dans un rayon de deux milles de chez moi. Malheureusement, à ce moment-là, mes parents qui étaient Irlandais du Québec et connaissaient très bien le français et l'anglais estimaient qu'ils auraient tort de vouloir que leurs enfants soient bilingues. J'ignore pourquoi ils avaient cette opinion. Dieu merci ce n'est plus vrai. En me rendant à Saskatoon l'autre jour, j'ai fait route avec le président des écoles francophones de Saskatoon. Il ne parle pas un mot de français. Ses quatre enfants fréquentent des écoles où ils deviendront bilingues. D'une façon ou d'une autre, cette crainte que mes parents ont réussi à communiquer à notre génération ne se retrouvera pas, je l'espère, dans la prochaine génération.

Quand j'avais sept ou huit ans, j'ai connu un vieil agriculteur francophone et originaire du Québec devenu bilingue. Il parlait avec un accent, mais s'exprimait très clairement en anglais. Il m'avait dit que je devrais apprendre une autre langue, que c'est un fardeau très léger à porter. C'était un excellent conseil, car une langue est effectivement un fardeau très léger à porter. Il n'y a rien à craindre quand on peut comprendre quelqu'un qui s'exprime dans une autre langue. Personne au Canada n'est forcé d'apprendre une autre langue. Nous ne sommes pas forcés d'apprendre l'anglais ni le français. Toutefois, il est agréable de pouvoir parler deux, cinq ou dix langues. Il faut en réalité un changement de mentalité qui se produira peut-être dans la prochaine génération, mais je dois constater ce qui s'est produit lors de l'affrontement qui a eu lieu récemment au Manitoba. Il semble qu'on n'ait pas eu la volonté nécessaire pour s'entendre.

Le 15 novembre 1976, je rentrais au Canada après avoir passé une année en Inde auprès du Centre international de recherches sur le développement. J'ignorais que des élections s'étaient déroulées au Québec ce jour-là. Je rentrais de l'Inde, pays où l'on compte 23 États. Ces États correspondent grosso modo à des regroupements linguistiques. Bien que l'on parle au moins 400 langues dans ce pays, on s'y est contenté de 23 États établis en fonction des groupes linguistiques. Les langues officielles de l'Inde sont l'anglais et l'hindi. Malgré le nombre de langues parlées, la pluralité des États, et une population qui s'établit entre 400 et 500 millions, l'Inde réussit à s'administrer. Et voilà qu'en rentrant au Canada au moment où je passais aux douanes, j'ai appris que des élections s'étaient déroulées surtout autour d'un problème linguistique. «Qu'arrive-t-il à notre pays?» me suis-je demandé. Je ne comprenais pas pourquoi nous étions incapables de nous accepter l'un l'autre avec seulement deux langues parlées, alors qu'un autre pays du Commonwealth s'en tire avec une diversité presque inimaginable pour un Canadien.